

L'Autopromotion d'habitat groupé
Lieu politique de la fraternité
par Alain Guyard

Lorsqu'on parle des succès de l'autopromotion en France, on s'en étonne et l'on s'empresse d'ajouter que le concept n'est pas fait pour les Français eux-mêmes. On veut croire en effet qu'il y aurait une *nature* du Français, une *essence* peut-être, qui ferait de lui une sorte de créature anhistorique, dont l'identité — à jamais fixée dans la baguette, le béret et le litron de rouge — le rendrait absolument rétif aux valeurs véhiculées par l'autopromotion. Car c'est bien de valeurs dont il s'agit et auxquelles l'esprit français *serait* donc rétif. Mais de quoi s'agit-il exactement ? En un mot, disons de l'*intelligence sociale*, dont l'âme cocardière serait malheureusement dépourvue. Balançant toujours entre un individualisme arrogant (dérivé de sa tendance à frauder sur le fisc et à vomir sur les gendarmes) et un acte de foi pour l'étatisme (issu quant à lui d'une solide culture gaullienne voire stalinienne), le Français idéal, ou plus exactement le Français génétiquement pur serait inapte aux valeurs solidaires et sociales véhiculées par l'autopromotion. D'un côté, il s'indigne de ce que les pouvoirs publics et la puissance régaliennne de l'État soient incapables de gérer le problème de l'immobilier ; de l'autre livré à lui-même, il pense sa propre habitation uniquement comme le petit pavillon d'un solitaire paranoïaque déposé à côté d'un autre petit pavillon, gardé un autre solitaire paranoïaque. C'est ainsi que serait l'*homo francus*, et sa nature incorrigible le rendrait inapte à partir sur l'aventure de l'autopromotion. Il y a bien sûr du faux là-dedans, mais il faut savoir tendre l'oreille à ce qui se dit dans la rumeur, car elle repose toujours sur un fond de sagesse populaire qu'il faut savoir entendre.

Expliquons-nous : depuis la chute du mur de Berlin, l'idéologie dominante a répandu l'idée d'un individu qui construit sa liberté *contre* celle des autres et qui pense sa relation à autrui de manière conflictuelle. Le consommateur est une *cible* dont il faut capter le désir afin qu'il se fixe sur les marchandises à consommer ; le producteur est un *concurrent* dont l'activité productive peut nuire à la mienne. Un tel dispositif d'économie politique ne laisse guère de choix à l'individu pour penser son bonheur : il ne peut l'envisager que dans sa solitude, c'est-à-dire dans l'espace racorni de sa seule sphère familiale. Pour s'extraire du paradigme individualiste, et promouvoir un système de solidarité active, le citoyen contemporain est contraint d'utiliser l'autre idéologie, celle qui a perdu la bataille du vingtième siècle, l'idéologie soviétique. Cette dernière promet en effet un régime de solidarité, mais cette dernière est mécanique : il faut entendre par là qu'elle décharge l'individu de la possibilité qu'il a de faire une expérience concrète de la solidarité, parce que c'est l'État et sa toute puissance bureaucratique qui prend en charge la dimension collective de la vie humaine. Certes, le soviétisme ne s'est pas répandu en France comme il a pu se répandre en RDA, mais il n'empêche : la tradition politique française, d'abord catholique, puis royaliste, jacobine pendant la

Révolution Française, puis napoléonienne, enfin gaulienne resta fidèle à l'idée d'un État centralisateur, tout-puissant, et gestionnaire de la vie des individus. Lorsque l'idéologie marxiste s'en vint toucher le cœur des Français, elle emprunta tout naturellement le lit de la rivière du totalisme d'État. Dans cette perspective, il reste bien difficile pour un esprit français de penser l'intelligence sociale. Elle n'a tout bonnement pas sa place entre l'individu atomisé et l'État tout puissant.

Et cependant la France est riche de toute une Histoire où le mouvement social se confond avec les expérimentations très originales de solidarités. C'est là où l'on fait fausse route en croyant que seuls les pays du Nord de l'Europe seraient aptes à tenter l'aventure du logement en autopromotion. En vérité, c'est tout le contraire : depuis le XIX^{ème} siècle — et sans doute bien avant — la France a été rompue à des expériences de solidarités qui ont été soigneusement étouffées par la double censure libérale et communiste. Seulement, ces solidarités qui s'opposent à la tristesse d'une vie sans entraide ni partage ne sont pas des solidarités mécaniques, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas le fruit de la régulation de l'État. Au contraire : elles ont germé et se sont développées sur le terreau concret de l'intelligence sociale. A quelle histoire sociale fait-on ici référence ? Il faut ici commencer par rendre hommage à Pierre Leroux, qui dans les premières années du XIX^{ème}, bien avant Marx — lequel l'aura abondamment plagié sans jamais le citer —, a inventé le mot et le concept de *socialisme*. Mais gardons-nous des contresens. Que signifie « socialisme » dans l'esprit de son inventeur ? Une manière de se rapporter à la politique, en diminuant l'importance que la bourgeoisie libérale accorde à la *liberté*, et en diminuant également la place de l'*égalité* dont la bureaucratie révolutionnaire s'enivre. Leroux trace alors une troisième voie, qu'il veut marquer au sceau de la *fraternité*. Il retrouve ainsi le ternaire républicain, mais définit alors le socialisme comme le parti pris de ce qu'il appelle l'*Associationnisme*. Cette doctrine est essentielle pour notre affaire. Ou plus exactement, cette nouvelle doctrine politique n'en est pas une : c'est d'abord une attitude par laquelle les hommes renforcent le corps social au quotidien, en le fécondant de leur intelligence commune, en mutuellisant leurs talents particuliers, et en parvenant ainsi à bâtir des relations nouvelles, des organisations nouvelles, enfin un monde nouveau.

On imagine mal aujourd'hui la postérité d'un Leroux. Elle va irriguer le courant proudhonien des communes se fédérant librement les unes aux autres, elle va permettre les premières expériences de coopératives de production ou de consommation, elle va inspirer les sociétés ouvrières de secours mutuel, elle va permettre de repenser les phalanstères fouriéristes, elle va permettre l'apogée du mutuellisme dans ce modèle français, unique, celui de la Sécurité Sociale. En fait, tout le mouvement ouvrier français de la révolution industrielle ne se sent guère marxiste, et il se méfie

également du bourgeoisisme. Il préfère aux théorisations révolutionnaires et aux solitudes libérales les expériences concrètes de solidarités actives. Dès lors, il s'oppose avec une égale ardeur aux cyniques qui font croire qu'on ne peut pas changer le monde et qu'il faut se résigner à sa laideur, et aux carriéristes de la révolution qui promettent le changement pour demain et invitent à se résigner encore aujourd'hui. Car l'Associationnisme, avec ses terminaisons en forme de coopératives et de mutuelles, c'est-à-dire *l'intelligence sociale en acte*, parvient à *faire société , ici et maintenant, selon des règles voulues par la société et par elle seule. Véritable utopie collective, vécue dans la relation immédiate et concrète à autrui, sans attendre les lendemains qui chantent, l'Associationnisme fut donc, pendant plusieurs décennies une pratique réelle en France de socialité destinée à changer la vie.*

Et maintenant ? Pourquoi ne pas prolonger cette expérience spécifiquement française et profiter de l'Autopromotion pour fonder un nouveau contrat politique ? Qu'on est loin ici du portrait qu'on avait dépeint en introduction, celui du français assis le cul entre deux chaises, ou, si l'on veut, avec son pavillon entre deux lots prêts à bâtir ! Il est question ici de profiter de l'opportunité de l'autopromotion pour envisager de *fabriquer ensemble plus que des logements*. Il est question de *bâtir une utopie vivante, mouvante et émouvante*, afin de dépasser les deux modèles dominants qui sont en train de montrer leur échec de manière cuisante. Car si chacun s'accorde aujourd'hui pour dire que le libéralisme va droit dans le mur, tant sur le plan économique et politique que sur le plan immobilier — la crise des *subprimes* ne mérite pas même qu'on en parle ici — si plus personne — et heureusement ! — ne voudrait retourner vers la programmation soviétisante d'habitats centrationnaires, en revanche il est possible de voir se dessiner dans l'extension de l'autopromotion, une utopie en marche. Plus exactement, — puisqu'utopie est étymologiquement un « non-lieu », *l'autopromotion est le contraire d'une utopie. Il s'agit au contraire d'un nouveau lieu pour des idées très anciennes. Il s'agit d'une nouvelle incarnation, dans les murs, dans les jardins et les passerelles d'idées très antiques et très modernes à la fois, celles de la fraternité et de l'entraide.*

Alain GUYARD

le 28 octobre 2008, au Cailar.

Ce court article est le premier d'une série en trois volets que je consacre à l'Autopromotion. A celui-ci, qui pose les bases politiques de notre réflexion, viendront s'ajouter deux autres, l'un anthropologique, qui abordera la question d'un échange avec autrui qui ne soit pas fondé sur la concurrence, mais sur le don, l'autre esthétique où la place de l'habitat dans le développement psychique et poétique de la personne sera central.

Ces articles seront prochainement publiés sur notre site <http://www.toitsdechoix.com>

